

Sondages égoïstes

LUC VAN CAMPENHOUDT

Un an de gouvernement Papillon se clôture laborieusement sur un budget durement négocié entre six partis qui vont de la gauche assez bien à gauche, mais pas trop, à la droite assez bien à droite, mais pas trop. La N-VA a au moins le mérite de contraindre les autres partis à trouver un accord qui avait toutes les chances de n'être qu'un compromis plus ou moins boiteux et sans grande vision. Mais au moins, il y a un accord et, tout le monde ou presque respire.

Comme pour une maladie fatale, on a toutefois le sentiment, paradoxalement pénible et soulageant, d'être dans une période de rémission entre deux crises dont la suivante, déjà prévue pour 2014, rendra la situation encore plus critique et périlleuse. D'ici là, on ne pense pas que la compétitivité des entreprises belges va considérablement s'améliorer et que la croissance va reprendre. On craint au contraire que les destructions d'emplois ne se poursuivent. On sait que la situation de Dexia n'a pas fini de plomber les finances publiques et que le déficit annoncé de 2,15 % pour 2013 sera sans doute plutôt de 3 %. Nul n'espère vraiment, hélas, qu'un gouvernement aussi composite sera en mesure d'entreprendre des réformes radicales pourtant bien nécessaires. Entretemps, les inégalités continuent de se creuser et de plus en plus de familles se retrouvent en situation de plus en plus désespérante.

Entretemps aussi, on fait des sondages pour demander au peuple ce qu'il pense de ceux qui le dirigent et de leur politique. Qu'en pense donc le peuple? Comme chantait Brel, il ne pense pas, il compte ses malheureux sous et espère seulement que le gouvernement ira chercher de préférence ceux des autres. Du moins si l'on en juge par le sondage effectué fin novembre par le baromètre politique Dedicated/La Libre/RTL. À peu de choses près, tous les résultats auraient pu être prédits à l'avance.

La toute grande majorité de la population n'a pas la chance de faire partie des grosses fortunes ou n'espère pas en faire partie un jour. Par conséquent, la toute grande partie de la population est tout à fait ou plutôt favorable à une taxation

supplémentaire des grosses fortunes. Une bonne moitié des Belges est fumeuse et/ou consomme régulièrement de l'alcool. De façon peu surprenante, une bonne moitié des Belges n'est pas favorable à l'augmentation des accises sur le tabac et l'alcool. Le reste est à l'avenant. C'est simple ce genre de sondage. Pour prédire les résultats, il suffit de prendre, approximativement, le pourcentage de la population non concernée, actuellement ou potentiellement, par une situation, par exemple la consommation d'alcool ou de tabac et la fortune ou encore le chômage, la propriété d'une résidence secondaire, les déplacements quotidiens en voiture, en métro ou en train... Ce sera à peu de chose près le même pourcentage que celui des sondés qui se déclareront en faveur de mesures défavorables aux personnes qui se trouvent dans cette situation. Ainsi pourrions-nous faire économiser pas mal de sous à ceux qui commandent des sondages. Par exemple, sans risque de nous tromper, nous pouvons gracieusement annoncer ici qu'une très grande majorité de la population serait favorable à un remboursement encore plus généreux du cout des consultations médicales et des opérations chirurgicales, mais ne s'opposerait pas à ce que les honoraires des médecins spécialistes diminuent quelque peu.

Ces sondages ne font qu'illustrer une réalité évidente et que l'on ne condamnera évidemment pas à la légère : chacun songe d'abord à ses propres intérêts. Mais en isolant les opinions des caractéristiques et conditions de vie de celles et ceux qui les donnent, ces sondages créent l'impression qu'il s'agit d'opinions « pures » et désintéressées. Par là ils trompent en fait l'opinion publique plus qu'ils ne l'informent et ils déforcent artificiellement la légitimité des gouvernants. Loin d'être des « sondages scientifiques », ce ne sont que des « sondages égoïstes ».

Pourquoi alors s'en préoccuper ici ? Parce qu'ils illustrent à contrario un vrai problème en cette période de grandes incertitudes : la difficulté, pour les médias notamment, de produire et de partager une connaissance rigoureuse et pertinente des situations auxquelles les citoyens sont confrontés, qui leur permettrait de prendre des positions réfléchies et argumentées à l'égard des décisions gouvernementales.

On aurait tort de s'acharner sur les seuls médias de masse. Les recherches en sciences sociales elles-mêmes en restent trop souvent aux opinions et au « vécu » des gens sans dégager suffisamment d'éléments de compréhension des mécanismes de la vie en société qui soient pertinents pour le débat et pour l'action. À moins qu'elles ne se complaisent dans une modélisation qui sert plus la science de la société que la société elle-même. Les politiques ne sont pas en reste. On est frappé, par exemple, de voir combien certains fins politiques de droite sont capables de développer un raisonnement systémique relativement subtil lorsqu'il est question de contrer une taxation des grosses fortunes, en décortiquant les effets pervers et indirects supposés de mesures que leur électorat désapprouverait, alors qu'ils

sont en revanche incapables de proposer autre chose qu'un jugement moralisant et répressif simpliste lorsqu'il est question de lutte contre la criminalité, sans aucune prise en compte cette fois des effets systémiques. À l'inverse, combien de militants de gauche, capables de saisir subtilement les mécanismes de reproduction de la criminalité provoqués par une répression mal conçue, se contentent de réclamer que l'on fasse « payer les riches », sans avoir anticipé les effets potentiels de mesures maladroites sur la prospérité générale.

Quand on demandait au philosophe Gilles Deleuze la raison pour laquelle il répugnait à passer à la télévision, il répondait en substance ceci : « Si l'on regarde le niveau de la télévision habituelle, même des émissions très sérieuses, on n'y pose que des interrogations comme : Est-ce que vous croyez à l'Europe ? Que pensez-vous de l'évolution de la Chine ? Qu'est-ce que vous pensez de ceci ? Et de cela ? On ne définit pas un problème, on demande des opinions à partir de simples interrogations. C'est pour ça que la télévision, ce n'est pas très intéressant, elle se limite généralement à l'opinion des gens, y compris des spécialistes. Discuter des choses quand personne ne sait de quel problème il s'agit, de quelle question on a à traiter..., c'est une bouillie, c'est très fatigant. Si on se donnait la peine de poser des problèmes dans une émission de télévision, ce serait océanique, d'accord, mais ça n'arrive pas souvent. »

À quelles conditions est-il possible de réduire les inégalités tout en accroissant la prospérité générale ? À quoi sert Dieu ou Allah ? Quelles bonnes raisons peut avoir un citoyen de s'intéresser à la chose publique ? Comment se fait-il que, depuis des décennies, le système universitaire s'accommode d'un taux de 60 % d'échecs en première année ? Pourquoi la fraude sociale et la fraude fiscale, loin d'être des « dysfonctionnements » marginaux, sont-elles des composantes centrales du fonctionnement réel du système économique et social ? La laïcité favorise-t-elle l'émancipation des femmes (pour reprendre le thème du dossier du présent numéro) ? Voilà quelques exemples de problèmes parmi cent autres qu'il serait nécessaire de poser.

Définir le mieux possible les problèmes. Regarder les choses en face. En débattre avec la population sur la base d'analyses et d'arguments solides, en exploitant — pourquoi pas ? — les ressources technologiques actuelles. S'affranchir de la tyrannie de l'opinion en exigeant de chacun un minimum de réflexion. Ne pas se payer de mots surtout. Dans les circonstances actuelles, on ne peut plus se permettre de causer de n'importe quoi n'importe comment. ■